

**QUIMPER BRETAGNE
OCCIDENTALE
CONSEIL COMMUNAUTAIRE**

**Séance du 26 juin 2025
Rapporteur :
Monsieur Dominique LE ROUX**

N° 32

ACTE RENDU EXECUTOIRE

compte tenu de :

- la publicité sur le site Internet, pour une durée de deux mois, à compter du : 03/07/2025
- la transmission au contrôle de légalité le : 03/07/2025 (accusé de réception du 03/07/2025)

*Acte original consultable au service des assemblées
Hôtel de Ville et d'agglomération
44, place Saint-Corentin – CS 26004 - 29107 Quimper Cedex*

Compte administratif 2024

Le compte de gestion (produit par le comptable DDFIP) et le compte administratif (produit par l'ordonnateur autrement dit l'exécutif de l'EPCI) doivent être adoptés avant le 30 juin de l'année N+1 de l'exercice budgétaire échu.

Le budget 2024 s'est réalisé dans un contexte économique plus favorable que l'exercice précédent. L'inflation s'est repliée et les prix de l'énergie ont diminué sans pour autant retrouver les niveaux d'avant la crise énergétique. Les taux d'intérêts se sont stabilisés tout en restant à un niveau élevé.

Dans ce contexte, la collectivité a continué néanmoins de faire preuve de sobriété pour répondre à la fois aux attentes de la population de l'agglomération et préserver les équilibres financiers.

La montée en charge des investissements avec notamment la finalisation des travaux du Pôle d'échanges multimodal (PEM) de la gare et la construction de la grande salle événementielle, s'est également traduite par un recours à l'emprunt.

La collectivité a par ailleurs poursuivi la mise en œuvre du RIFSEEP, avec la dernière tranche de 25 % de l'objectif cible.

Au cours de l'exercice 2024, le budget annexe « création et gestion des réseaux de chaleur » a été créé afin de suivre l'exploitation du réseau de chaleur existant à Briec et de construire le nouveau réseau de chaleur sur le quartier de Penhars à Quimper.

Sur les budgets eau et assainissement, l'année 2024 a été marquée par la mise en place du nouveau périmètre de la régie et celle du nouveau contrat de DSP, ainsi que l'adoption du schéma directeur d'investissement pour accélérer le renouvellement des réseaux.

Par ailleurs, le compte administratif 2024 est le premier présenté en nomenclature M57, nouveau référentiel comptable et budgétaire en lieu et place de la nomenclature M14.

Ce changement d'instruction comptable se traduit par un plan de compte par nature enrichi, une nomenclature fonctionnelle remaniée et une diminution des comptes utilisés au sein du chapitre 67 et transférés au chapitre 65.

Enfin, la dernière nouveauté du compte administratif est l'intégration d'une annexe environnementale conformément à l'article 191 de la Loi de finances pour 2024.

Cette annexe, appelée "budget vert", vise à mesurer l'impact des dépenses et des investissements locaux sur la transition écologique. Ainsi, chaque dépense doit être analysée pour déterminer si elle est favorable, défavorable ou neutre par rapport au premier axe de la taxonomie européenne. Cet axe, intitulé "atténuation du changement climatique", consiste à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à limiter le réchauffement climatique.

Le budget de Quimper Bretagne Occidentale en 2024 était composé d'un budget principal et de 11 budgets annexes (transports urbains, eau potable (fusion BA DSP et régie), assainissement collectif (fusion BA DSP et régie), SPANC, zones d'activités, location des bâtiments économiques, activités portuaires, valorisations des énergies renouvelables et service commun de restauration collective, collecte et traitement des déchets et la création d'un budget annexe réseaux de chaleur.

Actuellement, le périmètre de Quimper Bretagne Occidentale comprend l'ensemble :

- des compétences obligatoires d'une communauté d'agglomération (*le développement économique, l'aménagement de l'espace communautaire, l'équilibre social de l'habitat, la politique de la ville, le traitement des déchets, les aires d'accueil des gens du voyage et Gemapi (Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations) ;*
- des compétences optionnelles et facultatives (*l'eau et l'assainissement, la protection et mise en valeur de l'environnement et du cadre de vie, les équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire, l'action sociale d'intérêt communautaire (CLIC : centre local d'information et de coordination, les EHPAD, la politique de la petite enfance et la gestion des établissements d'accueil des jeunes enfants de 0 à 3 ans, l'élaboration et la coordination du CLS: contrat local de santé et le CLSM : contrat local de santé mentale, la petite enfance, l'enseignement supérieur, la politique d'animation (ULAMIR, Atout Sport, sentiers de randonnées, la transition énergétique, le rayonnement et la promotion du territoire et de son identité régionale, la gestion des eaux pluviales urbaines, la fourrière animale, la contribution au Service départemental d'incendie et de secours – SDIS, l'installation et l'entretien des abris bus, les communications électroniques et l'observatoire foncier).*

Le périmètre financier consolidé de QBO

Dépenses réelles	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Budget principal	86 363 562	82 625 829	104 869 916	22 244 087	27%
Dépenses réelles fonctionnement	73 350 598	68 289 336	69 939 561	1 650 225	2%
(-) subvention aux budget annexes (dont transport)	-3 734 707	-4 824 700	-3 760 000	1 064 700	-22%
(-) remboursement des frais généraux	1 130 855	1 345 733	950 466	-395 267	-29%
(-) administration commune AC Quimper	8 604 653	8 604 653	8 604 653	0	0%
(-) remboursement frais personnel	4 126 749	4 793 781	4 421 520	-372 260	-8%
Dépenses réelles nettes de fonctionnement	63 223 048	58 369 869	59 722 922	1 353 053	2%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	22 112 647	22 930 709	42 946 128	20 015 419	87%
Remboursement emprunt	1 027 867	1 325 251	2 200 866	875 615	66%
Transports urbains	21 470 277	20 727 534	21 157 094	429 560	2%
Dépenses réelles fonctionnement	18 989 877	19 002 158	19 272 586	270 428	1%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	2 130 400	1 375 375	1 534 508	159 133	12%
Remboursement emprunt	350 000	350 000	350 000	0	0%
Eau potable	6 925 029	7 978 655	12 245 347	4 266 692	53%
Dépenses réelles fonctionnement	4 596 825	4 853 182	8 427 909	3 574 726	74%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	2 104 464	2 899 613	3 589 410	689 797	24%
Remboursement emprunt	223 740	225 860	228 028	2 169	1%
Assainissement collectif	5 083 624	3 788 871	9 520 569	5 731 698	151%
Dépenses réelles fonctionnement	1 832 637	2 403 485	6 665 243	4 261 758	177%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	3 085 488	1 224 322	2 710 422	1 486 100	121%
Remboursement emprunt	165 498	161 064	144 904	-16 161	-10%
Assainissement non collectif (SPANC)	364 242	320 748	403 235	82 488	26%
Dépenses réelles fonctionnement	321 855	320 748	370 251	49 503	15%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	42 388	0	32 984	32 984	
Remboursement emprunt	0	0	0	0	
Déchets	0	12 807 565	15 248 579	2 441 015	19%
Dépenses réelles fonctionnement		12 258 191	13 536 746	1 278 555	10%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)		510 624	1 711 833	1 201 209	235%
Remboursement emprunt		38 750	0	-38 750	-100%
Zones d'activité économiques	2 439 006	4 123 364	7 674 414	3 551 050	86%
Dépenses réelles fonctionnement	0	0	0	0	
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	2 439 006	4 123 364	7 674 414	3 551 050	86%
Remboursement emprunt	0	0	0	0	
Location bâtiments économiques	387 369	581 481	2 163 560	1 582 080	272%
Dépenses réelles fonctionnement	303 285	454 696	497 043	42 347	9%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	80 562	124 273	1 615 553	1 491 280	1200%
Remboursement emprunt	3 522	2 512	50 964	48 452	1929%
Valorisation énergies renouvelables	1 145 823	715 245	734 834	19 588	3%
Dépenses réelles fonctionnement	1 145 823	715 245	734 834	19 588	3%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	0	0	0	0	
Remboursement emprunt	0	0	0	0	
Activités portuaires	84 232	86 819	99 713	12 894	15%
Dépenses réelles fonctionnement	76 876	64 280	99 713	35 432	55%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	7 356	22 539	0	-22 539	-100%
Remboursement emprunt	0	0	0	0	
Service commun restauration	4 256 896	4 582 100	4 557 120	-24 979	-1%
Dépenses réelles fonctionnement	3 923 409	4 211 923	4 210 087	-1 837	0%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	65 368	90 146	54 554	-35 592	-39%
Remboursement emprunt	268 120	280 030	292 480	12 450	4%
Réseau de chaleur			116 805	116 805	
Dépenses réelles fonctionnement			873	873	
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)			115 932	115 932	
Remboursement emprunt			0	0	
Totaux					
Dépenses réelles nettes fonctionnement	94 413 634	102 653 779	113 538 206	10 884 427	11%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	32 067 678	33 300 964	61 985 738	28 684 774	86%
Remboursement emprunt	2 038 748	2 383 467	3 267 243	883 775	37%
Total des dépenses nettes avec emprunts	128 520 060	138 338 210	178 791 187	40 452 976	29%
Dépenses réelles brutes fonctionnement	104 541 184	112 573 246	123 754 845	11 181 599	10%
Dépenses réelles investissement (hors emprunt)	32 067 678	33 300 964	61 985 738	28 684 774	86%
Remboursement emprunt	2 038 748	2 383 467	3 267 243	883 775	37%
Total des dépenses brutes avec emprunts	138 647 610	148 257 677	189 007 826	40 750 149	27%

Ce périmètre agrège le budget principal et les budgets annexes. Il neutralise les remboursements de frais entre budgets, les éléments de l'administration commune à la charge de la commune de Quimper, ainsi que la subvention au budget annexe transport, pour ne pas compter deux fois la dépense. C'est donc le reflet des décaissements de QBO au titre de ses actions.

Le budget principal représente 59 % du total des dépenses. Le budget annexe des transports urbains constitue 12 %, le budget annexe déchets représente 9 % tandis que les budgets pour l'eau et l'assainissement correspondent à 12 % des dépenses totales.

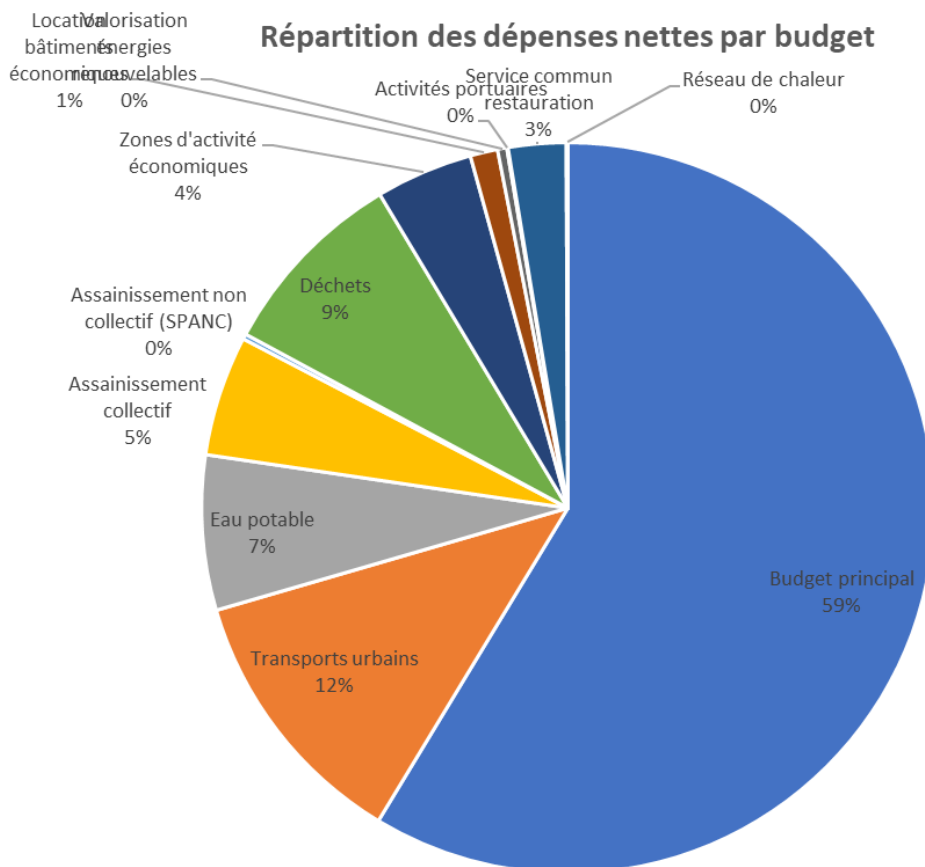
Les évolutions les plus importantes en fonctionnement sont relatives aux budgets eau et assainissement en raison des nouveaux contrats de DSP où l'ensemble des recettes des usagers et des dépenses transite par les comptes de la collectivité et les charges de personnel imputées directement sur les budgets annexes.

La création du nouveau budget annexe "réseaux de chaleur " a encore peu d'impact sur le fonctionnement.

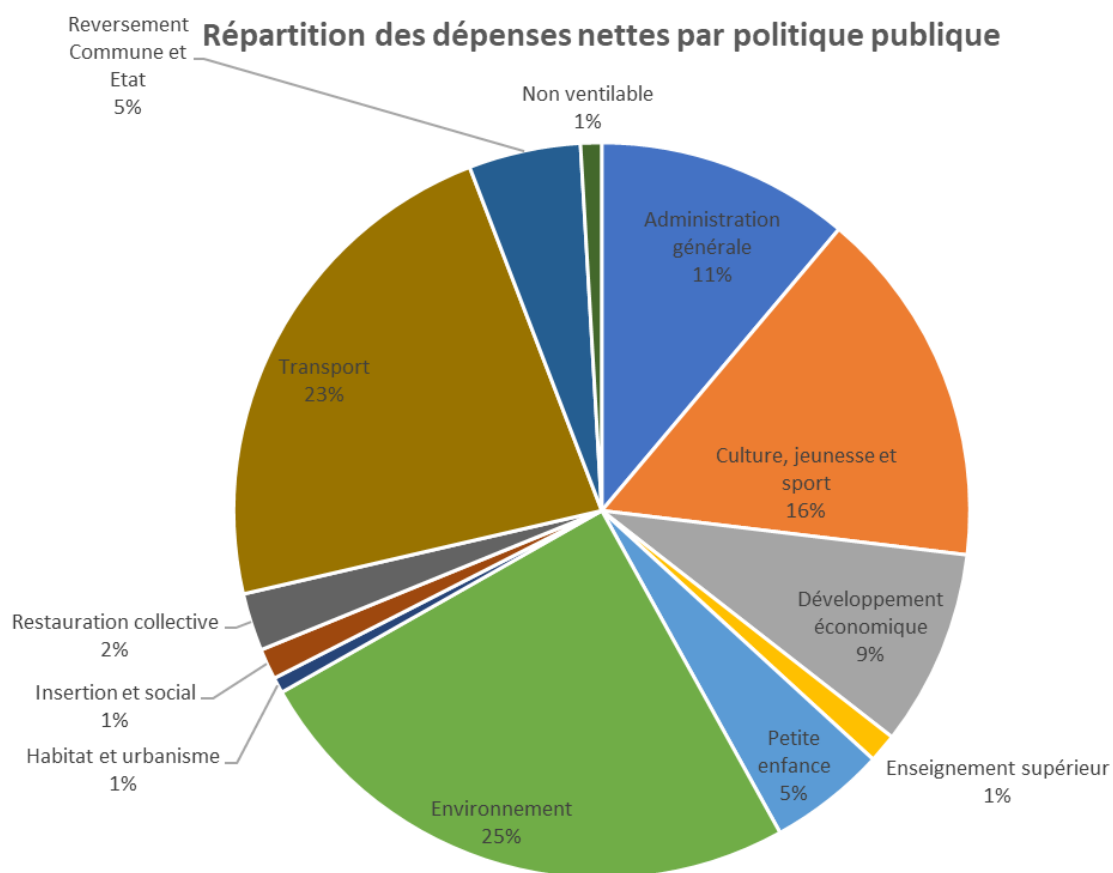
Sur 2024 apparaissent les premiers investissements pour un montant de 116 K€.

Les résultats de l'exercice figurent dans la délibération ad hoc.

Répartition par budget (dépenses nettes)



Répartition par politique publique



I - LE BUDGET PRINCIPAL - LES SOLDES DE GESTION

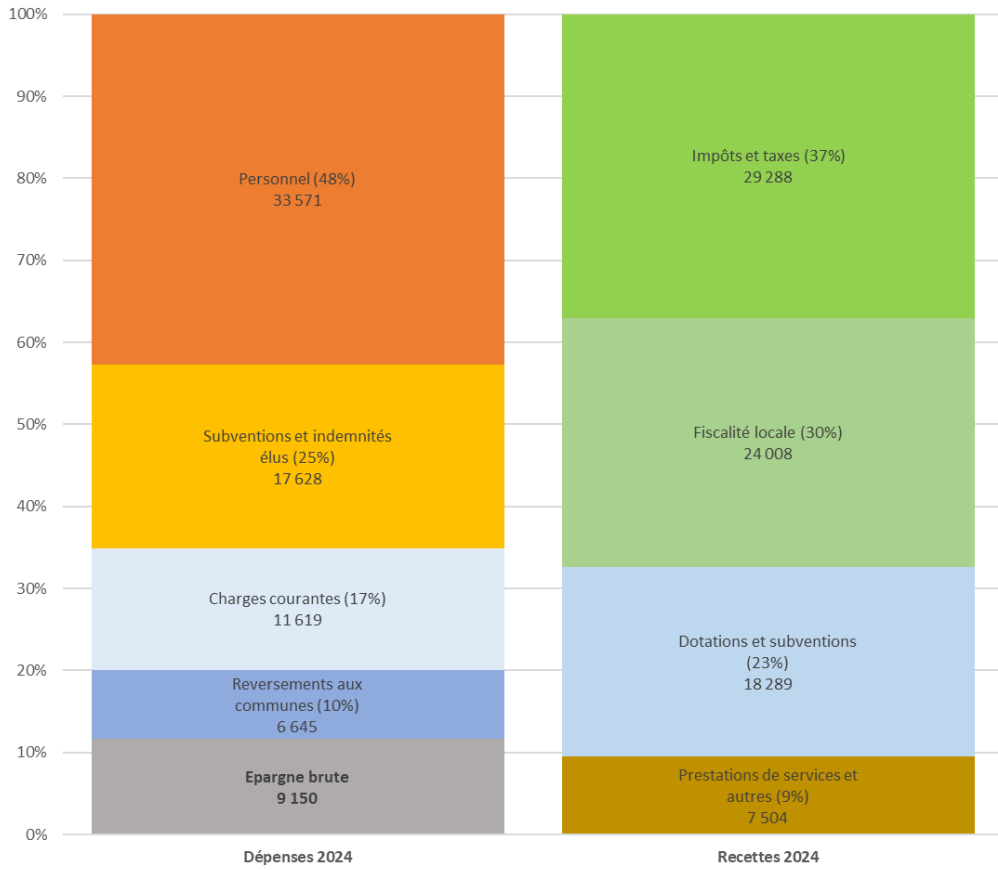
Budget principal	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
1 - Ressources de fonctionnement	84 100 285	77 676 482	79 089 281	1 412 799	2%
dont dotations d'Etat et subventions	19 460 279	17 710 797	18 289 222	578 425	3%
dont fiscalité locale	27 970 144	22 379 417	24 008 323	1 628 907	7%
dont AC	1 800 314	2 027 868	2 054 315	26 447	1%
dont autres ressources	8 862 842	8 461 130	7 503 921	-957 209	-11%
2 - Dépenses de fonctionnement hors charges financières	73 166 875	67 822 191	68 987 756	1 165 565	2%
dont charges de personnel (brutes)	31 353 509	32 566 025	33 571 303	1 005 278	3%
dont reversement aux communes	6 742 730	6 636 429	6 645 262	8 833	0%
dont FNGIR et FPIC	728 196	763 833	834 465	70 632	9%
3 - Capacité courante de financement (1-2)	10 933 410	9 854 291	10 101 525	247 234	3%
4 - Frais financiers	183 723	467 145	951 805	484 660	104%
5 - Epargne brute (3-4)	10 749 688	9 387 146	9 149 720	-237 426	-3%
6 - Remboursement capital dette	1 027 867	1 325 251	2 200 866	875 615	66%
7 - Epargne nette	9 721 821	8 061 895	6 948 854	-1 113 041	-14%
8 - Subventions d'équipement versées	3 850 733	3 380 571	2 729 347	-651 224	-19%
9 - Programme d'investissement	18 261 914	19 550 138	40 216 781	20 666 643	106%
10 - Charges d'investissement (8+9)	22 112 647	22 930 709	42 946 128	20 015 419	87%
11 - Recettes d'investissement	8 650 746	20 016 780	39 679 479	19 662 699	98%
12 - Excédents 1068	8 357 930	4 703 701	10 641 071	5 937 370	126%
13 - Total des financements propres (7+11+12)	26 730 497	32 782 377	57 269 404	24 487 027	75%
14 - Résultat N	4 617 850	9 851 668	14 323 277	4 471 608	45%
15 - Résultat N-1	469 311	383 459	-405 944	-789 403	-206%
16 - Fonds de roulement (14+15)	5 087 161	10 235 127	13 917 333	3 682 205	36%
17 - Solde des restes à réaliser	0	0	0	0	
18 - Solde net (18-17)	5 087 161	10 235 127	13 917 333	3 682 205	36%

Les recettes de fonctionnement augmentent de 2 % (+1,41 K€) et les dépenses de fonctionnement hors charges financières évoluent également de + 2% (+1,16 K€).

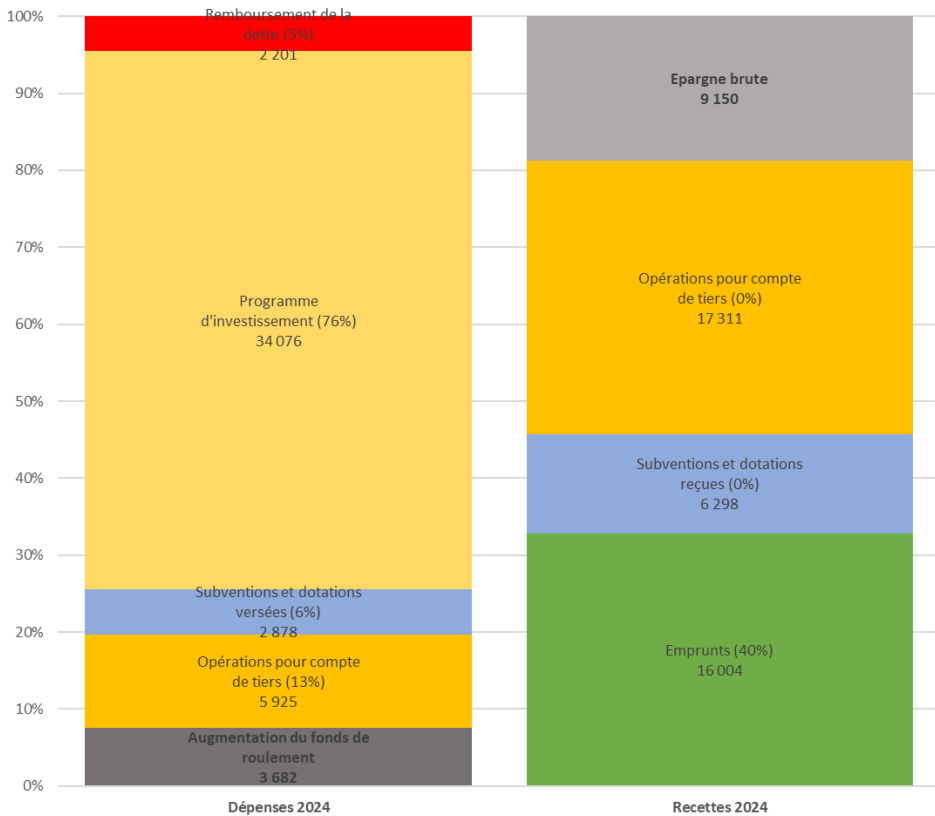
Malgré une amélioration de 3 % de la capacité de financement courante, l'autofinancement brut se détériore en raison de l'augmentation des frais financiers, liée au cycle de recours à l'emprunt pour soutenir les investissements majeurs de la mandature.

L'épargne nette, permettant de financer les dépenses d'équipement, recule avec une baisse de 1,11 M€. En revanche, les autres financements propres progressent pour atteindre 50,32 M€, portés par une hausse des dotations, des subventions perçues et des emprunts mobilisés.

Section de fonctionnement en K€



Section d'investissement en K€



A – Le fonctionnement

1 - Les recettes

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Impôts et taxes	27 807 020	29 125 139	29 287 815	162 676	1%
Attribution de compensation	1 800 314	2 027 868	2 054 315	26 447	1%
Fraction de TVA (compensation réforme suppression TH)	17 729 640	18 050 634	18 208 312	157 678	1%
Fraction de TVA (compensation réforme suppression CVAE)	8 277 066	9 046 637	9 025 188	-21 449	0%
Fiscalité locale	27 970 144	22 379 417	24 008 323	1 628 907	7%
Impôts directs locaux	13 678 798	18 808 870	19 989 878	1 181 008	6%
dont taxe d'habitation	1 264 855	1 748 032	1 687 680	-60 352	-3%
dont taxe foncière (bâti)	3 524 159	7 232 569	7 528 325	295 756	4%
dont taxe foncière (non bâti)	65 504	70 409	73 419	3 010	4%
dont taxe additionnelle à la taxe foncière (non bâti) (TA FNB)	154 341	168 301	177 108	8 807	5%
dont CFE	8 657 519	9 577 363	10 512 481	935 118	10%
Autres	12 421	12 196	10 865	-1 331	-11%
Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)	2 120 357	2 274 859	2 668 170	393 311	17%
Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseau (IFER)	487 664	523 688	552 502	28 814	6%
Autres impôts locaux	767 387	275 618	0	-275 618	-100%
Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)	10 538 934			0	
Taxes de séjour	377 004	496 382	539 410	43 029	9%
Dotations et subventions	19 460 279	17 710 797	18 289 222	578 425	3%
DGF - Dotation d'intercommunalité	2 576 712	2 582 628	2 620 558	37 930	1%
DGF - Dotation de compensation	7 597 415	7 553 306	7 428 310	-124 996	-2%
Compensations	2 712 659	3 000 254	3 202 333	202 079	7%
Autres dotations (Etat, régions, Dép, CAF, etc.)	6 573 493	4 574 609	5 038 021	463 412	10%
Autres produits	8 862 842	8 461 130	7 503 921	-957 209	-11%
Prestations de services	8 064 140	7 678 751	6 771 140	-907 611	-12%
dont crèches et garderie	696 216	755 507	699 854	-55 654	-7%
dont piscines	537 321	431 008	314 766	-116 242	-27%
dont Atout Sports	98 698	113 020	139 943	26 923	24%
dont médiathèques	93 621	118 145	117 038	-1 107	-1%
dont remboursement frais généraux	1 130 855	1 345 733	950 466	-395 267	-29%
dont remboursement frais de personnel	4 126 749	4 793 781	4 421 520	-372 260	-8%
Autres produits de gestion courante	249 821	268 091	378 809	110 718	41%
Atténuations de charges	277 704	253 678	182 343	-71 336	-28%
Produits financiers	351	0	0	0	
Produits exceptionnels	270 826	260 609	169 267	-91 342	-35%
Reprises de provisions	0	0	2 362	2 362	
Recettes de fonctionnement	84 100 285	77 676 482	79 089 281	1 412 799	2%

La fiscalité locale et le produit de la TVA (51,24 M€) représentent 64.8 % des recettes réelles de fonctionnement.

Les fractions du produit de la TVA perçues en compensation de la suppression du produit de la taxe d'habitation sur les résidences principales et de la CVAE représentent actuellement 1/3 des recettes de fonctionnement mais elles n'ont pas évolué de la manière attendue.

Le montant de cette compensation est basé sur une prévision de TVA inscrite dans le projet de loi de finances, elle fait ensuite l'objet d'une actualisation au mois d'octobre correspondant à l'évaluation révisée des recettes nettes de TVA pour l'année 2024.

Pour rappel, cette actualisation notifiée à la collectivité a fait apparaître un écart de - **844 604 €** par rapport aux prévisions initiales.

La taxe d'habitation des résidences secondaires (THRS) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) atteint 1,69 K€ soit un léger repli par rapport à 2023.

La taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties progresse de 298 K€. Cette progression est à mettre sur le compte de l'actualisation loi de finances (+ 3.9 %) et la variation physique des bases (+ 0.9%).

La CFE progresse de 935 K€, portée par les variations physiques des bases et l'évolution de la grille de la cotisation minimum.

La TASCOM progresse de 393 K€ et **la taxe de séjour**, après une augmentation de +de 31 % en 2023 connaît sur 2024 une hausse plus relative de +9 %.

La DGF est en légère progression (+87 K), les compensations fiscales, quant à elles, augmentent de 202 K€.

Les subventions perçues enregistrent une hausse de 463 K€. Cette augmentation provient en autres du soutien financier de l'État et de l'ANAH en faveur de la politique du logement, notamment à travers le plan Logement d'abord (+177 K€) et les actions de suivi et d'animation des opérations programmées d'amélioration de l'habitat en renouvellement urbain (OPAH-RU) de 2022 et 2023.

Les autres produits sont en net repli en raison essentiellement des remboursements des frais de personnel et des frais de gestion des budgets annexes qui ne transitent plus par le budget principal mais sont directement mandatés sur les budgets annexes concernés (eau et assainissement).

Les recettes des piscines connaissent également une baisse significative (-27 %) en raison de la fermeture de la piscine de Kerlan Vian pour travaux depuis l'été 2023 et des mouvements de grèves des maîtres-nageurs.

A l'inverse, les recettes atout-sport, depuis la mise en place du nouveau dispositif (portail internet), connaissent une évolution de plus de 24 %.

Enfin, la hausse des produits de gestion courante est à mettre en corrélation avec la baisse des produits exceptionnels. En effet, depuis le passage à la nomenclature M57, les produits exceptionnels sont considérés comme des produits de gestion courante.

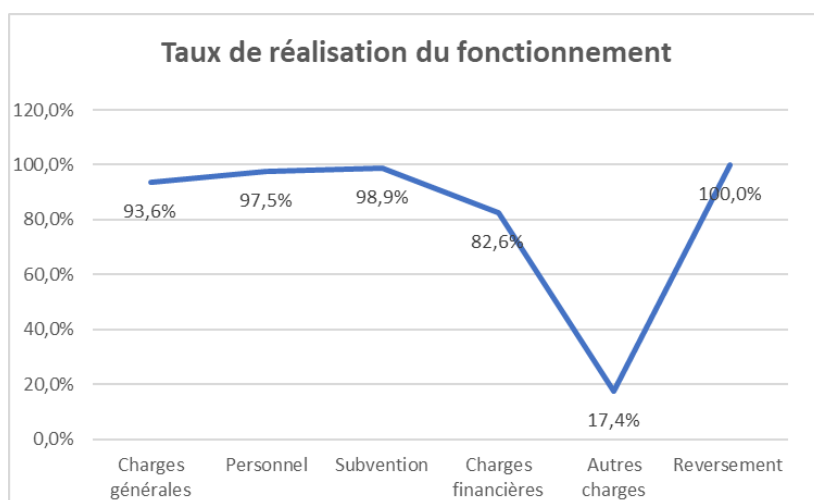
2 - Les dépenses

La hausse des dépenses de fonctionnement est de 1,65 M€ soit une augmentation de 2%, identique au taux d'inflation constaté sur l'année 2024.

Elles s'élèvent à 69,94 M€ et se décomposent de la manière suivante :

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Charges générales	14 754 090	9 634 231	9 508 057	-126 174	-1%
dont énergies - Electricité et gaz	626 096	2 118 084	975 196	-1 142 889	-54%
dont contrats et prestations de service	8 029 984	1 248 932	1 303 084	54 153	4%
dont entretien et maintenance	481 635	555 151	627 656	72 506	13%
dont études	228 741	155 041	14 176	-140 865	-91%
dont honoraires	661 359	481 102	591 095	109 993	23%
dont frais de télécommunications	402 926	446 700	443 949	-2 751	-1%
dont remboursement frais communes	789 421	1 029 025	1 513 401	484 376	47%
Personnel	31 353 509	32 566 025	33 571 303	1 005 278	3%
Personnel refacturé	4 126 749	4 793 781	4 421 520	-372 260	-8%
Administration commune AC Quimper	8 604 653	8 604 653	8 604 653	0	0%
Personnel strictement QBO budget principal	18 622 107	19 167 591	20 545 129	1 377 538	7%
Subventions et indemnités élus	19 005 725	17 627 808	17 628 180	372	0%
dont SDIS	3 698 574	3 920 714	4 108 518	187 803	5%
dont SDEPAQ	3 187 652	0	0	0	
dont SIVALODET	134 118	134 607	147 852	13 245	10%
dont SYMESCOTO	67 000	67 000	67 000	0	0%
dont CIAS	653 131	849 736	1 482 244	632 508	74%
dont QCD	0	815 311	680 947	-134 364	-16%
dont EESAB	1 510 758	1 510 758	1 510 758	0	0%
dont UBO	263 724	235 028	245 306	10 278	4%
dont subventions économie/innovation	631 823	678 895	687 714	8 819	1%
dont subventions agriculture/agro-alimentaires	262 000	260 500	282 000	21 500	8%
dont subventions tourisme	570 366	643 003	571 100	-71 903	-11%
dont subventions jeunesse (ULAMIR-mission locale...)	390 500	390 500	237 970	-152 530	-39%
dont subventions petite enfance	106 846	79 351	87 300	7 949	10%
dont subventions aide à l'accession à la propriété	104 745	99 379	246 800	147 421	148%
dont subventions actions logement social	330 092	72 960	337 373	264 413	362%
dont subvention BA transports	3 600 000	3 600 000	3 600 000	0	0%
dont subvention BA déchets	0	1 000 000	0	-1 000 000	-100%
dont subvention BA locations bâtiments économiques	134 707	224 700	160 000	-64 700	-29%
dont indemnités et frais élus	459 412	486 658	488 471	1 814	0%
dont redevances et brevets	772 755	968 542	955 621	-12 921	-1%
Charges financières	183 723	467 145	951 805	484 660	104%
Autres charges	46 757	81 667	7 226	-74 441	-91%
Charges spécifiques (titres annulés sur exercices antérieurs)	44 395	33 867	707	-33 160	-98%
Provision pour dépréciation de créances	2 362	47 800	6 519	-41 281	-86%
Reversements	8 006 794	7 912 460	8 272 990	360 530	5%
Attributions de compensation	6 742 730	6 636 429	6 645 262	8 833	0%
Dotation de solidarité communautaire	493 000	475 500	475 500	0	0%
FNGIR	389 475	389 475	389 475	0	0%
FNPRIC	338 721	374 358	444 990	70 632	19%
Autres (dégrèvements)	42 868	36 698	317 763	281 065	766%
Dépenses de fonctionnement	73 350 598	68 289 336	69 939 561	1 650 225	2%

Le niveau de réalisation des dépenses de fonctionnement (BP+DM) s'élève à 97,4 %.



Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Charges générales	14 754 090	9 634 231	9 508 057	-126 174	-1%
dont énergies - Electricité et gaz	626 096	2 118 084	975 196	-1 142 889	-54%
dont contrats et prestations de service	8 029 984	1 248 932	1 303 084	54 153	4%
dont entretien et maintenance	481 635	555 151	627 656	72 506	13%
dont études	228 741	155 041	14 176	-140 865	-91%
dont honoraires	661 359	481 102	591 095	109 993	23%
dont frais de télécommunications	402 926	446 700	443 949	-2 751	-1%
dont remboursement frais communes	789 421	1 029 025	1 513 401	484 376	47%

Les charges à caractère général (9,51 M€) sont en baisse de 1 % en raison principalement de la baisse des coûts de l'énergie, du maintien des mesures de réduction de la consommation et de la fermeture de la piscine de Kerlan Vian sur la totalité de l'année 2024 (-54 %).

Les crédits d'études sont également en net repli (-140 K€) en raison d'études particulières réalisées en 2023 (élaboration du plan de mobilité simplifié, le schéma local d'enseignement supérieur de recherche et d'innovation et l'étude de faisabilité de préprogrammation d'une auberge de jeunesse). En 2024, les études sont essentiellement liées à des analyses parasitaires.

Inversement, les honoraires connaissent une forte augmentation. Cela inclut ponctuellement un audit d'optimisation des taxes foncières (+47 K€), qui a permis d'obtenir des dégrèvements de 142 K€, ainsi que l'accompagnement de nombreux projets de la direction de la transition écologique (filère bois, PCAET, etc.) pour un montant de 106 K€.

L'application des conventions de gestion et d'entretien des ZAE a eu pour conséquence le rattrapage sur 2024 du remboursement aux communes des frais d'entretien relatifs aux années 2022 et 2023, soit une hausse du poste de +380 K€.

Les crédits entretien et maintenance sont en augmentation de 13% en raison d'un rattrapage du paiement des factures de 2022 et 2023 pour la piscine et la médiathèque.

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Personnel	31 353 509	32 566 025	33 571 303	1 005 278	3%
Personnel refacturé	4 126 749	4 793 781	4 421 520	-372 260	-8%
Administration commune AC Quimper	8 604 653	8 604 653	8 604 653	0	0%
Personnel strictement QBO budget principal	18 622 107	19 167 591	20 545 129	1 377 538	7%

Les charges de personnel du budget principal (33,57 M€) ont augmenté de 7 %, principalement en raison de l'attribution de 5 points d'indice majoré à tous les agents (décret du 28/06/2023) pour un montant de 292 K€, la création de nouveaux postes et la mise en œuvre de la dernière tranche de valorisation du RIFSEEP (+250 K€). De plus, une prime exceptionnelle de pouvoir d'achat de 156 K€ a été versée.

Le personnel refacturé enregistre une baisse (-372 K€) car depuis cet exercice, les dépenses de personnel relatives aux budgets annexes eau et assainissement sont imputées directement aux budgets annexes concernés et n'impactent plus directement le budget principal.

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Subventions et indemnités élus	19 005 725	17 627 808	17 628 180	372	0%
dont SDIS	3 698 574	3 920 714	4 108 518	187 803	5%
dont SDEPAQ	3 187 652	0	0	0	
dont SIVALODET	134 118	134 607	147 852	13 245	10%
dont SYMESCOTO	67 000	67 000	67 000	0	0%
dont CIAS	653 131	849 736	1 482 244	632 508	74%
dont QCD	0	815 311	680 947	-134 364	-16%
dont EESAB	1 510 758	1 510 758	1 510 758	0	0%
dont UBO	263 724	235 028	245 306	10 278	4%
dont subventions économie/innovation	631 823	678 895	687 714	8 819	1%
dont subventions économie/insertion	422 948	383 589	261 448	-122 141	-32%
dont subventions agriculture/agro-alimentaires	262 000	260 500	282 000	21 500	8%
dont subventions tourisme	570 366	643 003	571 100	-71 903	-11%
dont subventions jeunesse (ULAMIR-Coup de pouce...)	198 000	198 000	237 970	39 970	20%
dont subventions petite enfance	106 846	79 351	87 300	7 949	10%
dont subventions aide à l'accession à la propriété	104 745	99 379	246 800	147 421	148%
dont subventions actions logement social	330 092	72 960	337 373	264 413	362%
dont subvention BA transports	3 600 000	3 600 000	3 600 000	0	0%
dont subvention BA déchets	0	1 000 000	0	-1 000 000	-100%
dont subvention BA locations bâtiments économiques	134 707	224 700	160 000	-64 700	-29%
dont indemnités et frais élus	459 412	486 658	488 471	1 814	0%
dont redevances et brevets	772 755	968 542	955 621	-12 921	-1%

Les subventions et indemnités s'élèvent à 17,62 M€. Cette stabilité est relative, car en 2023, une participation de 1 M€ au nouveau budget annexe "déchets" avait été mandatée.

En 2024, on observe des augmentations notables de la contribution au SDIS (+187 K€), de la contribution au CIAS validée au BP 2024 (+390 K€, soit 1 238 K€), ainsi que des aides dans les domaines de l'habitat, de l'accession à la propriété et du logement social (+411 K€), y compris au CCAS (243 K€).

En parallèle, la diminution de la contribution à Quimper Cornouaille Développement a été actée (-134 K€) et la dissolution d'Actife en 2024 a eu pour conséquence la diminution des subventions d'insertion par l'économie (-32%).

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Reversements	8 006 794	7 912 460	8 272 990	360 530	5%
Attributions de compensation	6 742 730	6 636 429	6 645 262	8 833	0%
Dotation de solidarité communautaire	493 000	475 500	475 500	0	0%
FNGIR	389 475	389 475	389 475	0	0%
FNPRIC	338 721	374 358	444 990	70 632	19%
Autres (dégrèvements)	42 868	36 698	317 763	281 065	766%
Dépenses de fonctionnement	73 350 598	68 289 336	69 939 561	1 650 225	2%

Le chapitre atténuations de produits affiche une augmentation de 5%.

On retrouve dans ce chapitre le prélèvement pour le Fonds de péréquation des ressources intercommunales pour un montant de 445 K€.

Les dégrèvements accordés sont en augmentation en raison notamment de la régularisation du trop-perçu sur les fractions de TVA pour un montant 236 K€.

Les charges financières sont en évolution de 484 K€, entre hausse des taux d'intérêts et du recours à l'emprunt.

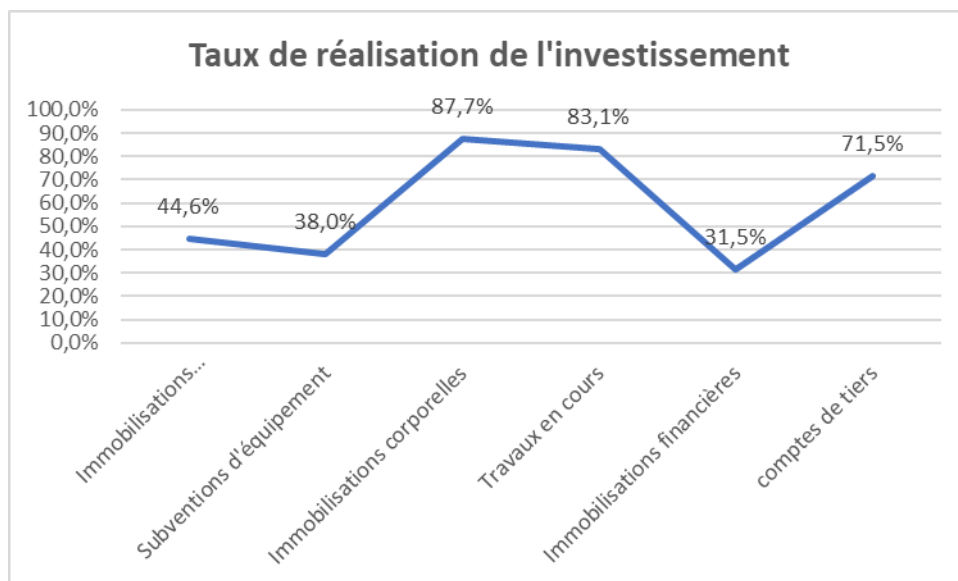
B – L'investissement

1 - Les dépenses

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Emprunts	1 027 867	1 325 251	2 200 866	875 615	66%
Dotations et fonds divers (FCTVA)	40 610	26 445	148 619	122 174	462%
Subventions d'équipement versées	3 850 733	3 380 571	2 729 347	-651 224	-19%
Immobilisations incorporelles	2 106 753	2 720 891	1 115 497	-1 605 395	-59%
Immobilisations corporelles	2 029 371	1 281 847	11 880 727	10 598 880	827%
Travaux en cours	2 223 253	5 616 473	20 547 185	14 930 712	266%
Immobilisations financières	28 950	82 787	599 500	516 713	624%
Opérations pour compte de tiers	11 832 978	9 821 694	5 925 253	-3 896 441	-40%
Dépenses d'investissement	23 140 514	24 255 960	45 146 994	20 891 034	86%

Les dépenses d'investissement hors emprunt s'élèvent à 42,94 M€.

Le taux de réalisation des dépenses d'investissement (BP + DM + reports) hors emprunt s'élève à 73,7 %.



L'exercice 2024 est particulièrement marquant en termes d'investissement, avec des dépenses atteignant 45,15 M€, soit une augmentation de 20 M€ par rapport à 2023.

On retrouve les travaux du PEM pour un montant de 17,3 M€ avec la mise en service de la passerelle, la poursuite des travaux sur l'espace public et la démolition de la gare routière et pour un montant de 14,5 M€ la construction de la grande salle événementielle.

Ces deux opérations représentent 70 % des dépenses d'investissement.

Simultanément, le budget annexe ZAE porte les travaux d'aménagement du secteur de l'Eau Blanche pour un montant de 6,94 M€. Ces investissements seront par la suite valorisés dans le budget principal.

L'année 2024 a été aussi marquée par la continuité des travaux de rénovation de la piscine de Kerlan Vian.

Les subventions d'équipement versées atteignent 2,73 M€. Elles comprennent, notamment, les participations de la collectivité pour le PEM (873 K€), le déploiement de la fibre optique (380 K€), les aides à la création d'entreprises via le Pass commerces (207 K€) et le soutien à l'enseignement supérieur et à la recherche (230 K€).

Le détail des dépenses d'investissement supérieures à 100 K€ du budget principal est présenté ci-dessous :

Politique publique	Opération	Mandaté
Action économique	90508 SUBVENTION EQPT AUX ORGANISMES PUBLICS	380 908
	19506 REHABILITATION PARC DE PENVILLERS	331 995
	90507 SUBVENTIONS EQUIPEMENT VERSEES AUX ORGANISMES PRIV	243 278
	64532 BATIMENT BONNETERIE RUE DE KERHUEL	155 439
Action économique		1 111 619
Aménagement des territoires et habitat	90508 SUBVENTION EQPT AUX ORGANISMES PUBLICS	173 400
	SUBVENTION EQUIPEMENT / SYMESCOTO	117 868
Aménagement des territoires et habitat		291 268
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	22514010 CONSTRUCTION DE LA GRANDE SALLE	14 302 198
	44503 RENOVATION PISCINE KERLAN VIAN	3 892 530
	43501 TAXE AMENAGEMENT -GRANDE SALLE	202 927
	22515020 TRAVAUX ET MAINTENANCE DES BATIMENTS PISCINES	191 452
	95503 OPERATION AQUACOVE	176 000
	18507 CONST MEDIATHEQUE PAYS GLAZIK ET QUEMENEVEN	145 531
Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs		18 910 638
Enseignement, formation professionnelle et apprent	90508 SUBVENTION EQPT AUX ORGANISMES PUBLICS	140 198
	44504 RETRUCTURATION EESAB	137 409
Enseignement, formation professionnelle et apprent		277 607
Environnement	45001 SCHEMA DIRECTEUR EAUX PLUVIALES	779 344
	15501 PROGRAMME SIVALODET	162 205
Environnement		941 549
Santé et action sociale	22515010 TRAVAUX ET MAINTENANCE DES BATIMENTS CRECHES	270 379
	11732 FERME MARAICHERE / QUARTIER FERTILE	155 314
Santé et action sociale		425 693
Services généraux	71002 MATERIEL INFORMATIQUE	1 773 570
	AVANCES REMBOURSABLES SEM ET BA RESEAUX DE CHALEUR	450 000
	TITRES DE PARTICIPATION QUIMPER EVENEMENT	149 500
	13500 DROIT D'USAGES IRREVOCABLES FIBRES OPTIQUES	123 057
Services généraux		2 496 127
Transports	46501 AMENAGEMENT SECTEUR GARE/LGV	17 292 264
Transports		17 292 264

2 - Les recettes

Budget général	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Subventions reçues	2 247 619	2 123 166	2 903 295	780 129	37%
Fonds et dotations	644 855	470 850	3 394 737	2 923 887	621%
Emprunts	4 000 000	12 010 000	16 003 650	3 993 650	33%
Excédent de fonctionnement capitalisé	8 357 930	4 703 701	10 641 071	5 937 370	126%
Immobilisations financières	28 134	7 150	4 800	-2 350	-33%
Opérations pour compte de tiers	1 722 011	5 362 741	17 310 548	11 947 807	223%
Autres	8 128	42 874	62 450	19 576	46%
Recettes d'investissement	17 008 676	24 720 482	50 320 550	25 600 069	104%

Les recettes d'investissements 2024 sont supérieures aux recettes 2023.

Le haut niveau des dépenses d'investissement nécessite la mobilisation de plusieurs financements :

Les opérations pour compte de tiers sont en nette progression en raison de la régularisation comptable des mandats liés à la passerelle du PEM qui reste la propriété de QBO (10.4M€) et des remboursements dans le cadre du PEM (6.8 M€).

Le FCTVA qui s'élève 3.394 M€ augmente de manière significative du fait des travaux de construction de la grande salle et de rénovation de la piscine de Kerlan Vian.

Le recours à l'emprunt et les réserves constituées permettent le financement des dépenses d'investissement.

C- Solde de gestion, ratio et dette

	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Epargne de gestion (marge brute) ou capacité courante de financement	10 933 410	9 854 291	10 101 525	247 234	3%
Epargne brute	10 749 688	9 387 146	9 149 720	-237 426	-3%
Epargne nette	9 721 821	8 061 895	6 948 854	-1 113 041	-14%
Capacité de désendettement	1,17	2,49	4,08	2	64%
Population (INSEE)	106 690	106 517	104761	-1 756	-2%
Epargne de gestion/hab	102	93	96	4	4%
Epargne brute par habitant	101	88	87	-1	-1%
Epargne nette par habitant	91	76	66	-9	-12%
Dépenses d'investissement (tous budgets) par Habitant	301	313	592	279	89%

Bien que la capacité de financement courante enregistre une amélioration de 3 %, l'autofinancement brut se dégrade. Cette détérioration s'explique par la hausse des charges financières, conséquence directe du recours accru à l'emprunt pour soutenir les investissements.

L'épargne nette, qui constitue une ressource essentielle pour financer les dépenses d'équipement, diminue de 1,11 M€.

Par conséquent, **la capacité de désendettement** se situe autour de 4.08 années.

Les éléments de la dette présentés comprennent l'ensemble des budgets.

Les 43,075 M€ d'encours au 31/12/2024 se répartissent comme suit :

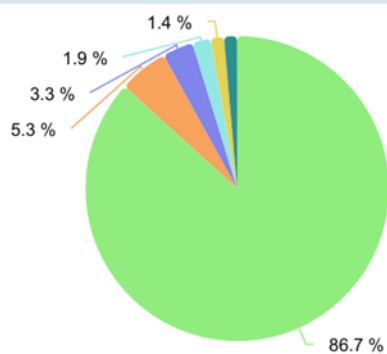
Caractéristiques de la dette au 31/12/2024

Encours **43 075 026,38**
Taux actuariel * **3,04%**

Nombre d'emprunts * **33**
Taux moyen de l'exercice **3,04%**

* tirages futurs compris

Budgets



Budget	%	Montant
QBO - BUDGET PRINCIPAL	86,68	37 339 142,94
Restauration collective	5,26	2 267 178,50
Locations bâtiments éco QBO	3,29	1 416 166,66
QBO - ASSAINISSEMENT COLLECTIF REGIE	1,94	836 382,16
Budget Transports - Quimper Communauté	1,42	612 500,00
Autres	1,40	603 656,12
TOTAL		43 075 026,38

II - LES BUDGET ANNEXES - LES SOLDES DE GESTION

A / Transports Urbains

Budget Transport	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	2 776 429	3 317 908	3 923 532	605 624	18%
Fiscalité	11 613 772	11 646 083	15 327 070	3 680 986	32%
Subventions	5 009 726	6 210 984	5 057 162	-1 153 821	-19%
Autres recettes	98	83 606	1 478	-82 128	-98%
Total recettes fonctionnement	19 400 026	21 258 581	24 309 242	3 050 661	14%
Charges générales	278 194	192 621	243 120	50 500	26%
Personnel	173 347	151 887	155 457	3 570	2%
Charges DSP	18 497 883	18 600 078	18 811 107	211 029	1%
Charges financières	10 919	27 576	24 637	-2 939	-11%
Autres dépenses	29 535	29 997	38 265	8 268	28%
Total dépenses fonctionnement	18 989 877	19 002 158	19 272 586	270 428	1%
Epargne brute	410 149	2 256 423	5 036 656	2 780 233	123%
Remboursement capital dette	350 000	350 000	350 000	0	0%
Epargne nette	60 149	1 906 423	4 686 656	2 780 233	146%
Subventions	9 959	0	0	0	
Autre recettes	93 517	174 303	82 682	-91 620	-53%
Total recettes d'investissement	103 476	174 303	82 682	-91 620	-53%
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	2 130 400	1 375 375	1 534 508	159 133	12%
Total dépenses investissement	2 130 400	1 375 375	1 534 508	159 133	12%
Solde investissement	-1 966 775	705 350	3 234 830	2 529 480	359%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	0	0	0	0	
Excédent N-1 investissement	776 592	414 026	335 051	-78 975	-19%
Affectation résultat au 1068	493 735	0	2 620 046	2 620 046	
Solde N investissement	-696 448	1 119 376	6 189 927	5 070 550	453%
Déficit N-1 fonctionnement	0	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	4 523 174	3 412 700	1 576 980	-1 835 720	-54%
Fonds de roulement	3 826 726	4 532 076	7 766 907	3 234 830	71%
Solde des restes à réaliser	305 175	280 459		-280 459	-100%
Solde net après RAR	3 521 551	4 251 617	7 766 907	3 515 290	83%

En 2024, le renouvellement de la délégation de service public (DSP) a entraîné un changement de délégataire, avec la RATP remplaçant KEOLIS à partir du 1^{er} novembre 2024.

Les recettes ont augmenté, notamment grâce à la hausse du taux du versement mobilité fixé à 1,25% dès le 1^{er} juillet 2024, visant à soutenir une politique de mobilité dynamique sur le territoire communautaire.

Les investissements se sont poursuivis, en particulier pour le renouvellement de la flotte de bus.

Le fonds de roulement est renforcé avant le déploiement de la nouvelle DSP dans un contexte de livraison du PEM et de la grande salle, de renforcement de l'offre de TER et de mise en place d'un plan relatif aux mobilités douces et actives.

B/ Eau potable

Eau potable	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	6 973 081	6 465 741	10 676 759	4 211 018	65%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	-43 743	0	0	0	
Autres recettes	14 547	346 269	69 675	-276 594	-80%
Total recettes fonctionnement	6 943 885	6 812 011	10 746 434	3 934 424	58%
Charges générales	3 421 073	3 665 779	6 371 246	2 705 467	74%
Personnel	481 926	664 970	1 629 447	964 477	145%
Charges financières	36 288	38 047	30 454	-7 593	-20%
Autres dépenses	657 538	484 386	396 761	-87 625	-18%
Total dépenses fonctionnement	4 596 825	4 853 182	8 427 909	3 574 726	74%
	0				
Epargne brute	2 347 060	1 958 828	2 318 526	359 697	18%
Remboursement capital dette	223 740	225 860	228 028	2 169	1%
Epargne nette	2 123 320	1 732 969	2 090 497	357 529	21%
Subventions	0	0	26 702	26 702	
Autre recettes	367 965	299 777	77 934	-221 843	-74%
Total recettes d'investissement	367 965	299 777	104 636	-195 141	-65%
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	2 104 464	2 899 613	3 589 410	689 797	24%
Total dépenses investissement	2 104 464	2 899 613	3 589 410	689 797	24%
	0				
Solde investissement	386 821	-866 867	-1 394 277	-527 410	61%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	0	0	-2 019 799	-2 019 799	
Excédent N-1 investissement	1 493 937	645 621	0	-645 621	-100%
Affectation résultat au 1068	60 873	0	8 321 548	8 321 548	
Solde N investissement	1 941 631	-221 246	4 907 472	5 128 719	-2318%
Déficit N-1 fonctionnement	0	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	9 275 816	10 571 826	4 048 830	-6 522 995	-62%
Fonds de roulement	11 217 447	10 350 579	8 956 303	-1 394 277	-13%
Solde des restes à réaliser	54 361	201 749	201 749	0	0%
Solde net après RAR	11 163 086	10 148 830	8 754 553	-1 394 277	-14%

La hausse des recettes commerciales de 4.2M€ s'explique principalement par la mise en place d'une nouvelle règle d'encaissement de toutes les recettes facturées aux usagers (auparavant, dans le cadre de la DSP le délégataire conservait sa part. Cela permet de retracer plus fidèlement les dépenses et recettes de la DSP), mais aussi par le remboursement des frais de personnel par les autres budgets, puis par le rattrapage des recettes 2023 avec une consommation facturée sur 14 mois au lieu de 12 mois.

Les dépenses d'investissement connaissent une nette progression + 24%. De nombreux travaux ont été réalisés pour renouveler et ainsi moderniser les réseaux d'adduction en eau potable.

Les charges générales ont augmenté de 2 705 K€, en raison de plusieurs facteurs, notamment le reversement à la SAUR de sa part, conformément au nouveau contrat CSP, s'élevant à 4.377 K€, puis d'une réduction des dépenses en 2024, grâce à leur intégration dans le nouveau contrat d'affermage

Les charges de personnel sont en également en hausse car de nombreuses embauches ont eu lieu en 2024.

C/ Assainissement

Assainissement collectif	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	5 265 111	4 748 720	9 404 051	4 655 331	98%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	0	10 364	12 806	2 442	24%
Autres recettes	274 330	1 816 259	231 723	-1 584 536	-87%
Total recettes fonctionnement	5 539 441	6 575 343	9 648 580	3 073 237	47%
Charges générales	1 315 180	1 787 317	5 946 784	4 159 467	233%
Personnel	471 477	533 189	682 038	148 849	28%
Charges financières	10 730	12 681	12 228	-453	-4%
Autres dépenses	35 251	70 298	24 193	-46 106	-66%
Total dépenses fonctionnement	1 832 637	2 403 485	6 665 243	4 261 758	177%
Epargne brute	3 706 804	4 171 858	2 983 337	-1 188 521	-28%
Remboursement capital dette	165 498	161 064	144 904	-16 161	-10%
Epargne nette	3 541 305	4 010 794	2 838 433	-1 172 360	-29%
Subventions	250 360	82 877	338 231	255 353	308%
Autre recettes	330 186	373 970	103 511	-270 459	-72%
Total recettes d'investissement	580 546	456 847	441 741	-15 105	-3%
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	3 085 488	1 224 322	2 710 422	1 486 100	121%
Total dépenses investissement	3 085 488	1 224 322	2 710 422	1 486 100	121%
Solde investissement	1 036 362	3 243 319	569 753	-2 673 566	-82%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	0	0	0	0	
Excédent N-1 investissement	1 742 143	554 728	1 059 632	504 904	91%
Affectation résultat au 1068	116 317	0	6 000 000	6 000 000	
Solde N investissement	2 894 822	3 798 047	7 629 385	3 831 338	101%
Déficit N-1 fonctionnement	0	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	3 609 371	5 949 465	2 687 880	-3 261 585	-55%
Fonds de roulement	6 504 193	9 747 512	10 317 265	569 753	6%
Solde des restes à réaliser	-127 584	299 842		-299 842	-100%
Solde net après RAR	6 504 193	9 447 671	10 317 265	869 594	9%

Les recettes commerciales sont en forte progression +98% notamment avec le rattachement de la recette de la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) 2024, la nouvelle règle d'encaissement de toutes les recettes facturées aux usagers puis le rattrapage des recettes de la consommation facturée sur 14 mois au lieu de 12 mois.

Les charges générales ont également augmenté comme pour le budget eau potable, en raison du reversement à la SAUR de sa part, conformément au nouveau contrat CSP et du recrutement de plusieurs agents (extension du périmètre de la régie).

D/ SPANC

SPANC	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	104 872	136 108	170 446	34 338	25%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	-2 400	0	3 750	3 750	
Autres recettes	16 569	140 786	121 653	-19 134	-14%
Total recettes fonctionnement	119 041	276 895	295 849	18 954	7%
Charges générales	53 039	48 761	69 469	20 708	42%
Personnel	265 449	267 118	277 185	10 067	4%
Charges financières	0	0	0	0	
Autres dépenses	3 367	4 869	23 596	18 728	385%
Total dépenses fonctionnement	321 855	320 748	370 251	49 503	15%
Epargne brute	-202 814	-43 853	-74 402	-30 549	70%
Remboursement capital dette	0	0	0	0	
Epargne nette	-202 814	-43 853	-74 402	-30 549	70%
Subventions	0	0	0	0	
Autre recettes	5 378	0	18 611	18 611	
Total recettes d'investissement	5 378	0	18 611	18 611	
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	42 388	0	32 984	32 984	
Total dépenses investissement	42 388	0	32 984	32 984	
Solde investissement	-239 823	-43 853	-88 775	-44 922	102%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	0	0	0	0	
Excédent N-1 investissement	58 458	24 726	35 513	10 787	44%
Affectation résultat au 1068	0	0	0	0	
Solde N investissement	-181 365	-19 127	-53 262	-34 135	178%
Déficit N-1 fonctionnement	0	-59 110	-113 750	-54 640	92%
Excédent N-1 fonctionnement	146 982	0	0	0	
Fonds de roulement	-34 383	-78 237	-167 012	-88 775	113%
Solde des restes à réaliser	17 388	32 984		-32 984	-100%
Solde net après RAR	-51 771	-111 221	-167 012	-55 791	50%

Le budget SPANC qui gère l'assainissement non collectif connaît une hausse de ses recettes de fonctionnement principalement due à la revalorisation de la grille tarifaire notamment pour le dispositif des pénalités concernant les installations non conformes.

Ces recettes sont insuffisantes pour couvrir les dépenses de fonctionnement en augmentation en raison notamment d'un contentieux qui a donné lieu à la signature d'un protocole transactionnel pour un montant de 21K€.

Ce budget est déficitaire en fonctionnement.

E/ Déchets

Déchets	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	1 235 050	1 475 298	1 442 948	-32 350	-2%
Fiscalité	10 538 934	11 304 242	11 676 065	371 823	3%
Subventions	2 094 985	2 756 433	1 942 568	-813 865	-30%
Autres recettes	88 505	1 032 905	233 663	-799 242	-77%
Total recettes fonctionnement	13 957 473	16 568 877	15 295 243	-1 273 634	-8%
Charges générales	7 587 696	8 504 103	9 515 255	1 011 152	12%
Personnel	809 508	856 672	947 702	91 030	11%
Charges financières		716	0	-716	-100%
Autres dépenses	3 084 805	2 896 700	3 073 790	177 090	6%
Total dépenses fonctionnement	11 482 009	12 258 191	13 536 746	1 278 555	10%
Epargne brute	2 475 465	4 310 686	1 758 497	-2 552 190	-59%
Remboursement capital dette	0	38 750	0	-38 750	-100%
Epargne nette	2 475 465	4 271 936	1 758 497	-2 513 440	-59%
Subventions	0	0	0	0	
Autre recettes	0	0	278 803	278 803	
Total recettes d'investissement	0	0	278 803	278 803	
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	292 846	510 624	1 711 833	1 201 209	235%
Total dépenses investissement	292 846	510 624	1 711 833	1 201 209	235%
Solde investissement	2 182 619	3 761 312	325 466	-3 435 846	-91%
Recours à l'emprunt		0	0	0	
Déficit N-1 investissement		0	-417 304	-417 304	
Excédent N-1 investissement		0	0	0	
Affectation résultat au 1068		0	3 178 616	3 178 616	
Solde N investissement		3 761 312	3 086 778	-674 534	-18%
Déficit N-1 fonctionnement		0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement		0	1 000 000	1 000 000	
Fonds de roulement		3 761 312	4 086 778	325 466	9%
Solde des restes à réaliser		486 804		-486 804	-100%
Solde net après RAR		3 274 508	4 086 778	812 270	25%

Les dépenses sont en évolution en lien avec les hausses contractuelles prévues au contrat de ramassage, les hausses de coût de production du service sur la régie et la mise en place progressive du nouveau plan déchets.

En 2023, le budget principal avait versé une subvention de 1 M€ au titre du résultat 2022. Cette subvention n'avait pas vocation à être reconduite.

L'investissement est en hausse dans le cadre du déploiement du plan déchets avec la mise en place de conteneurs enterrés. La régie s'est également dotée d'un nouveau camion benne pour un montant de 388 K€.

F/ Bâtiments économiques

Location bâtiments économiques	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	437 418	443 395	792 092	348 698	79%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	0	0	0	0	
Autres recettes	171 954	261 160	29 689	-231 471	-89%
Total recettes fonctionnement	609 372	704 555	821 781	117 227	17%
Charges générales	301 337	430 384	423 329	-7 056	-2%
Personnel	0	0	0	0	
Charges financières	0	0	40 841	40 841	
Autres dépenses	1 948	24 312	32 874	8 563	35%
Total dépenses fonctionnement	303 285	454 696	497 043	42 347	9%
Epargne brute	306 087	249 859	324 738	74 879	30%
Remboursement capital dette	3 522	2 512	50 964	48 452	1929%
Epargne nette	302 565	247 347	273 774	26 427	11%
Subventions	0	0	0	0	
Autre recettes	7 742	6 942	9 196	2 254	32%
Total recettes d'investissement	7 742	6 942	9 196	2 254	32%
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	80 562	124 273	1 615 553	1 491 280	1200%
Total dépenses investissement	80 562	124 273	1 615 553	1 491 280	1200%
Solde investissement	229 745	130 016	-1 332 583	-1 462 600	-1125%
Recours à l'emprunt	0	0	1 465 000	1 465 000	
Déficit N-1 investissement	-389 088	-203 273	-98 713	104 560	-51%
Excédent N-1 investissement	0	0	0	0	
Affectation résultat au 1068	0	0	25 913	25 913	
Solde N investissement	-159 343	-73 257	59 617	132 873	-181%
Déficit N-1 fonctionnement	-33 473	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	0	10 457	10 000	-457	-4%
Fonds de roulement	-192 816	-62 800	69 617	132 417	-211%
Solde des restes à réaliser	0	0	0	0	
Solde net après RAR	-192 816	-62 800	69 617	132 417	-211%

Le budget bâtiments économiques est stable en recettes, financé par les loyers d'une part et les subventions d'équilibre du budget principal au titre du soutien de certains acteurs économiques par une mise à disposition de locaux (technopôle, CEA tech...).

Des opérations de maintenance et d'entretien de matériels plus importantes en 2024 ont pesé sur la section de fonctionnement.

En 2024, QBO a acquis les locaux de l'ADRIA recevant les activités de Labocéa pour la somme de 1,39 M€. Un emprunt a permis le financement de cette acquisition. Les premiers remboursements d'annuités interviennent sur l'exercice 2024 mais l'épargne nette est maintenue. A noter que le loyer perçu pour la location à Labocéa permet de couvrir l'annuité de dette et une provision pour entretien et maintenance du bâtiment.

G/ ZAE

Zones d'activités	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	1 065 451	2 825 974	370 706	-2 455 268	-87%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	25 166	133 940	1 751 073	1 617 133	1207%
Autres recettes	4 358	0	4 117	4 117	
Total recettes fonctionnement	1 094 975	2 959 914	2 125 895	-834 019	-28%
Charges générales	2 439 006	4 123 364	7 674 414	3 551 050	86%
Personnel	0	0	0	0	
Charges financières	0	0	0	0	
Autres dépenses	0	0	0	0	
Total dépenses fonctionnement	2 439 006	4 123 364	7 674 414	3 551 050	86%
Epargne brute	-1 344 031	-1 163 450	-5 548 519	-4 385 068	377%
Remboursement capital dette	0	0	0	0	
Epargne nette	-1 344 031	-1 163 450	-5 548 519	-4 385 068	377%
Subventions	0	0	0	0	
Autre recettes	0	0	0	0	
Total recettes d'investissement	0	0	0	0	
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	0	0	0	0	
Total dépenses investissement	0	0	0	0	
Solde investissement	-1 344 031	-1 163 450	-5 548 519	-4 385 068	377%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	-8 432 394	-9 776 425	-10 939 875	-1 163 450	12%
Excédent N-1 investissement	0	0	0	0	
Affectation résultat au 1068	0	0	0	0	
Solde N investissement	-9 776 425	-10 939 875	-16 488 394	-5 548 519	51%
Déficit N-1 fonctionnement	0	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	10 812	10 812	10 812	0	0%
Fonds de roulement	-9 765 613	-10 929 063	-16 477 582	-5 548 519	51%
Solde des restes à réaliser	0	0	0	0	
Solde net après RAR	-9 765 613	-10 929 063	-16 477 582	-5 548 519	51%

Les investissements réalisés concernent essentiellement les travaux zone de l'eau Blanche dont 2.2 M€ consacrés en 2024 à la dépollution du site et à des travaux d'aménagement. Ces équipements auront vocation à être intégrés en partie sur le budget principal.

Une partie des recettes (1,34 M€) concerne des subventions relatives à la dépollution des terrains de l'Eau Blanche notamment dans le cadre du fonds friches ou de subventions du Département.

Le fonds de roulement négatif représente le stock d'actifs commercialisables et ne sont donc pas des dettes en tant que telles.

H/ Activités portuaires

Activités portuaires	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	0	0	35 681	35 681	
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	62 173	62 173	62 173	0	0%
Autres recettes	76 087	94 874	76 228	-18 646	-20%
Total recettes fonctionnement	138 260	157 047	174 082	17 035	11%
Charges générales	64 293	51 380	88 109	36 728	71%
Personnel	7 516	12 900	11 604	-1 296	-10%
Charges financières	0	0	0	0	
Autres dépenses	5 067	0	0	0	
Total dépenses fonctionnement	76 876	64 280	99 713	35 432	55%
Epargne brute	61 384	92 767	74 370	-18 397	-20%
Remboursement capital dette	0	0	0	0	
Epargne nette	61 384	92 767	74 370	-18 397	-20%
Subventions	0	0	0	0	
Autre recettes	0	0	0	0	
Total recettes d'investissement	0	0	0	0	
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	7 356	22 539	0	-22 539	-100%
Total dépenses investissement	7 356	22 539	0	-22 539	-100%
Solde investissement	54 029	70 228	74 370	4 141	6%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	0	-7 356	-2 325	5 031	-68%
Excédent N-1 investissement	0	0	0	0	
Affectation résultat au 1068	0	27 570	107 378	79 809	289%
Solde N investissement	54 029	90 442	179 423	88 981	98%
Déficit N-1 fonctionnement	0	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	332 843	366 658	352 047	-14 611	-4%
Fonds de roulement	386 872	457 100	531 470	74 370	16%
Solde des restes à réaliser	20 214	5 054		-5 054	-100%
Solde net après RAR	366 658	452 047	531 470	79 423	18%

L'exercice 2024 n'appelle pas de commentaires particuliers. Les dépenses et les recettes de fonctionnement traitent de la gestion du port.

Une étude est réalisée en lien avec la commune de Quimper sur l'avenir de la zone du Corniguel, étude dont le diagnostic et les premiers éléments prospectifs ont été présentés au premier semestre 2024.

L'autofinancement brut s'est quelque peu dégradé mais les réserves (investissement et fonctionnement) sont préservées.

I/ Énergies Renouvelables

Valorisation énergies renouvelables	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	901 292	883 547	901 105	17 558	2%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	0	0	0	0	
Autres recettes	459 876	0	6 338	6 338	
Total recettes fonctionnement	1 361 168	883 547	907 443	23 896	3%
Charges générales	1 143 625	700 470	705 610	5 139	1%
Personnel	0	0	0	0	
Charges financières	0	0	0	0	
Autres dépenses	2 198	14 775	29 224	14 449	98%
Total dépenses fonctionnement	1 145 823	715 245	734 834	19 588	3%
Epargne brute	215 345	168 302	172 609	4 307	3%
Remboursement capital dette	0	0	0	0	
Epargne nette	215 345	168 302	172 609	4 307	3%
Subventions	0	0	0	0	
Autre recettes	0	0	0	0	
Total recettes d'investissement	0	0	0	0	
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	0	0	0	0	
Total dépenses investissement	0	0	0	0	
Solde investissement	215 345	168 302	172 609	4 307	3%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	-906 328	-808 773	-635 427	173 346	-21%
Excédent N-1 investissement	0	0	0	0	
Affectation résultat au 1068	0	75 791	90 747	14 956	20%
Solde N investissement	-690 983	-564 680	-372 072	192 609	-34%
Déficit N-1 fonctionnement	-21 999	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	0	20 000	0	-20 000	-100%
Fonds de roulement	-712 982	-544 680	-372 072	172 609	-32%
Solde des restes à réaliser	3 385	28 557		-28 557	-100%
Solde net après RAR	-716 367	-573 238	-372 072	201 166	-35%

Le budget des énergies renouvelables porte l'unité de traitement et production de biogaz du Corniguel.

Les dépenses et les recettes de fonctionnement sont en légère progression.

J/ Service commun de restauration collective

Service commun restauration	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales	4 251 489	4 405 435	4 818 124	412 689	9%
Fiscalité	0	0	0	0	
Subventions	0	0	0	0	
Autres recettes	32 761	26 872	47 190	20 318	76%
Total recettes fonctionnement	4 284 250	4 432 307	4 865 314	433 006	10%
Charges générales	2 524 132	2 668 654	2 560 534	-108 120	-4%
Personnel	1 318 293	1 428 569	1 546 681	118 112	8%
Charges financières	77 655	109 833	102 872	-6 961	-6%
Autres dépenses	3 329	4 868	0	-4 868	-100%
Total dépenses fonctionnement	3 923 409	4 211 923	4 210 087	-1 837	0%
Epargne brute	360 841	220 384	655 227	434 843	197%
Remboursement capital dette	268 120	280 030	292 480	12 450	4%
Epargne nette	92 721	-59 646	362 747	422 393	-708%
Subventions	0	0	6 562	6 562	
Autre recettes	0	0	0	0	
Total recettes d'investissement	0	0	6 562	6 562	
Fonds de concours	0	0	0	0	
Autres investissements	65 368	90 146	54 554	-35 592	-39%
Total dépenses investissement	65 368	90 146	54 554	-35 592	-39%
Solde investissement	27 354	-149 792	314 756	464 548	-310%
Recours à l'emprunt	0	0	0	0	
Déficit N-1 investissement	0	0	0	0	
Excédent N-1 investissement	314 207	214 232	80 725	-133 507	-62%
Affectation résultat au 1068	0	0	178 846	178 846	
Solde N investissement	341 560	64 439	574 327	509 887	791%
Déficit N-1 fonctionnement	0	0	0	0	
Excédent N-1 fonctionnement	556 635	683 964	488 832	-195 132	-29%
Fonds de roulement	898 195	748 403	1 063 159	314 756	42%
Solde des restes à réaliser	34 090	0	0	0	
Solde net après RAR	864 105	748 403	1 063 159	314 756	42%

Le service commun de restauration scolaire enregistre une augmentation de ses recettes de fonctionnement de 433 K€, principalement liée à l'impact en année pleine, en 2024, de la révision de la grille tarifaire entrée en vigueur le 1^{er} juin 2023.

A noter en 2023 la demande de la commune de Landrévarzec de quitter le SCR, départ effectif le 1^{er} janvier 2025.

K/ Réseau de chaleur

Réseau de chaleur	2022	2023	2024	2024/2023 €	2024/2023 %
Recettes commerciales			0	0	
Fiscalité			0	0	
Subventions			0	0	
Autres recettes			0	0	
Total recettes fonctionnement			0	0	
Charges générales			873	873	
Personnel			0	0	
Charges financières			0	0	
Autres dépenses			0	0	
Total dépenses fonctionnement			873	873	
Epargne brute			-873	-873	
Remboursement capital dette			0	0	
Epargne nette			-873	-873	
Subventions			0	0	
Autre recettes			200 000	200 000	
Total recettes d'investissement			200 000	200 000	
Fonds de concours			0	0	
Autres investissements			115 932	115 932	
Total dépenses investissement			115 932	115 932	
Solde investissement			83 195	83 195	
Recours à l'emprunt			0	0	
Déficit N-1 investissement			0	0	
Excédent N-1 investissement			0	0	
Affectation résultat au 1068			0	0	
Solde N investissement			83 195	83 195	
Déficit N-1 fonctionnement			0	0	
Excédent N-1 fonctionnement			0	0	
Fonds de roulement			83 195	83 195	
Solde des restes à réaliser				0	
Solde net après RAR			83 195	83 195	

Le budget annexe Réseau de chaleur est créé au 1^{er} janvier 2024 pour permettre le suivi budgétaire et comptable de la construction et de la gestion des réseaux de chaleur urbains.

Une avance de trésorerie du budget principal permet à ce budget de faire face aux différentes dépenses d'investissement. Les études de faisabilité pour la création du réseau de chaleur de Penhars ont débuté en 2024.

Après que madame Isabelle ASSIH, présidente de Quimper Bretagne Occidentale, ait quitté la salle, il est procédé, sous la présidence de monsieur Hervé HERRY, premier vice-président, au vote du compte administratif : après avoir délibéré (4 abstentions ; 45 suffrages exprimés dont 45 voix pour), le conseil communautaire décide d'approuver le compte administratif 2024 de Quimper Bretagne Occidentale.